

d'acheteurs pour leurs maisons. Si les mines avaient appartenu à des Canadiens, il n'aurait peut-être pas été nécessaire de réduire la production de 100 p. 100 à 50 p. 100. Les travailleurs canadiens auraient peut-être eu la possibilité de garder leur emploi. J'ajouterai également qu'il y a des possibilités de débouchés pour la potasse en Chine, et peut-être dans d'autres pays communistes. Nous ne pouvons vendre notre potasse à certains de ces pays parce que cela va à l'encontre des dispositions de la loi sur le commerce avec l'ennemi. C'est là une autre conséquence de la propriété étrangère dans notre économie, conséquence qui touche réellement les travailleurs de notre pays.

• (1530)

On pourrait citer de nombreux autres cas de pertes d'emploi, dans notre pays, dues au fait qu'une grande partie de notre économie appartient à des capitaux étrangers. Citons, par exemple, le domaine de la recherche et du développement. Bon nombre de nos scientifiques doivent se rendre aux États-Unis et dans d'autres pays pour trouver un emploi, car on ne mène, au Canada, que peu d'activités de recherche, d'étude et de développement. Ces activités sont de toute évidence exercées là où se trouve la société mère, c'est-à-dire, trop souvent, hors de notre pays.

Je passe maintenant à un autre domaine que j'ai mentionné tantôt. Il s'agit de la sortie des dollars canadiens par suite de l'emprise étrangère au Canada. Le ministère du Commerce des États-Unis a récemment publié un rapport dans lequel il est dit qu'entre 1960 et 1967, les sociétés mères ont pris de leurs filiales canadiennes 2 milliards de dollars de plus qu'elles y avaient contribué. Autrement dit, les sorties ont dépassé de 2 milliards de dollars les rentrées de capitaux au Canada au titre des nouveaux investissements.

Le ministère du Commerce des États-Unis a effectué une autre étude que je veux évoquer. A ce propos, je voudrais citer un article paru en janvier 1971 dans le *Star* de Toronto. En fait, l'affaire a été soulevée à la Chambre. Cet article est coiffé du titre: «U.S. economist admits Canada being bought out with her own money». Je vais maintenant citer quelques paragraphes de cet article provenant de Washington:

Un économiste du gouvernement des États-Unis qui a fait une étude sur l'activité des filiales d'entreprises américaines au Canada a dit hier que M. T. C. Douglas, chef du Nouveau parti démocratique, avait probablement raison quand il a dit que les filiales de sociétés américaines effectuaient 94 p. 100 de leurs investissements au Canada au moyen de fonds canadiens.

M. Douglas a dit aux Communes mardi qu'il avait lu ce chiffre dans le rapport d'une étude réalisée par le département du commerce des États-Unis, en l'occurrence par un économiste de ce département M. R. David Belli.

M. Belli a dit hier au cours d'une entrevue qu'à partir des graphiques dont il s'est servi dans son étude et par une suite de déductions statistiques, on pouvait arriver à un chiffre «de 94 p. 100 ou quelque chose d'approchant»...

Le rapport de l'étude de M. Belli a été publié dans le numéro de novembre de la revue du département du commerce, intitulée *Survey of Current Business*...

L'étude était fondée sur les rapports annuels d'environ 450 sociétés mères américaines possédant quelque 4,000 filiales étrangères réparties dans le monde entier.

Voilà donc un rapport du département américain du commerce qui déclare qu'environ 94 p. 100 de l'argent investi au pays par les sociétés américaines est en fait de l'argent canadien. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que les sociétés étrangères réinvestissent les bénéfices réalisés par les établissements qu'elles possèdent déjà

chez nous ou investissent des capitaux qu'elles empruntent aux banques et autres institutions financières canadiennes, donc l'épargne des Canadiens, et s'en servent pour agrandir leurs entreprises. En fait, elles n'investissent pas tant de nouveaux fonds au Canada. Elles investissent notre argent pour gonfler leurs propres intérêts dans notre pays. Elles nous achètent avec notre propre argent. Cela ressemblerait à un Canadien qui inviterait son voisin à la maison et qui une fois sur place lui dirait qu'il n'y a ni règle ni règlement; qu'il peut prendre tout ce qu'il veut, téléviseur, voiture ou femme et en disposer selon ses désirs. C'est lui dire en fait qu'il n'y a pas de règlement; de ne pas se gêner, de faire ce qu'il veut et que nous le paierons pour cela. A plusieurs égards, c'est ce que notre pays fait sous le rapport des investissements américains.

Les corporations et le gouvernement américains s'en rendent compte. L'Américain moyen doit se demander comment nous pouvons être aussi stupides et pourquoi nous fermons les yeux devant une telle situation. Ce sont les secteurs où il faut que nous agissions sans délai au lieu de se cacher derrière ce bill qui effleure à peine les grands problèmes que nous avons.

Autre point, pour ce qui est des capitaux qui entrent dans notre pays, je voudrais établir une distinction entre les prêts et les investissements. Sauf erreur, le député de Crowfoot (M. Horner) et des députés du Crédit social ont mentionné l'autre jour que certains gouvernements NPD faisaient des emprunts aux États-Unis. La chose est vraie dans bien des cas, mais, à mon avis, il existe une différence entre les capitaux prêtés et les capitaux investis. Une fois le prêt remboursé, comme c'est le cas du prêt hypothécaire sur une maison, l'industrie vous appartient. Ce n'est pas ce que le Canada a fait. Tout pays, à une étape quelconque de son développement, a besoin de capitaux étrangers. Cependant, la plupart des pays empruntent de l'argent et, après un certain temps, remboursent le prêt et deviennent propriétaires.

Quand le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) était premier ministre de ma province, celle-ci a, je crois, emprunté de l'argent pour la Société hydro-électrique de la Saskatchewan. Sauf erreur, il s'agissait probablement de plusieurs centaines de millions. Après un certain temps, le prêt a été remboursé et la population de la province est maintenant propriétaire de la Société hydroélectrique de la Saskatchewan. Cette société dessert la population, celle-ci la contrôle et tout bénéfice réalisé demeure en Saskatchewan pour la population de cette province. Ce que je veux faire clairement ressortir c'est qu'il existe une différence entre les prêts et les investissements.

Certains députés essaient délibérément de tromper la population canadienne quand ils affirment qu'il n'y a pas de différence et qu'ils refusent d'examiner les faits. Dans les années à venir, il est évident que certaines régions du Canada auront besoin de fonds étrangers. Toutefois, il faudrait faire une distinction nette et précise entre le capital obligations et le capital actions. Après avoir fait une série de versements, nous devrions être propriétaires de l'industrie. Nous ne voulons pas que notre industrie devienne la propriété de quelque riche américain qui se prélasser en Floride, à Los Angeles ou ailleurs.

Ce que je veux dire, c'est que le Canada a l'argent voulu. J'ai confiance en notre pays, même si ce sentiment n'est pas partagé par le ministre. Nous pouvons exploiter les richesses de notre pays. Comme le faisait remarquer le département du commerce des États-Unis, la plupart des